

La politique continue à polluer le dossier de l'eau

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD.PICORD@LCG.GP

15 janvier 2021

Les responsables des collectivités ont été auditionnés à l'Assemblée nationale. Il s'agissait de recueillir leurs avis au sujet de la proposition de loi portée par la députée Justine Bénin (Modem) et le sénateur Dominique Théophile (RDPI) en vue d'installer une structure unique chargée de gérer l'eau. L'organisation précédente fondée sur un marché de dupes entre Général des eaux filiale de Véolia et le Siaeag syndicat intercommunal censé représenter toutes les communes de Guadeloupe ayant explosé. Depuis, perdure la crise de l'eau. Sur ce dossier, l'État avait promis son aide. À condition que fût refondée la gouvernance de l'eau en une seule et unique structure. Les responsables concernés n'ont jamais réussi à parler d'une seule voix sur le sujet. Le gouvernement a donc décidé de prendre la main sur un dossier qui par les textes, est dévolu aux élus locaux. C'est l'une des raisons pour lesquelles la discussion ne porte pas sur un projet de loi du gouvernement, mais sur une proposition de loi prêtée aux parlementaires. Ary Chalus ne révèle pas un scoop lorsqu'il dit en substance que ce projet de loi est directement concocté par le gouvernement. En revanche, il a le mérite d'avoir le courage de le dire. Bien sûr, l'opposition du président de Région tient aussi de la posture. Elle doit beaucoup au calendrier électoral. La proximité de la prochaine élection régionale fut d'ailleurs l'explication de Sébastien Lecornu à la bouderie d'Ary Chalus à sa visite ministérielle. Bomber le torse, clamer notre liberté à décider nous-mêmes, par les temps qui courent, c'est plutôt tendance. D'autant qu'il s'est installé dans l'opinion un sentiment diffus selon lequel ce gouvernement n'en a cure des Guadeloupéens. Exit la décentralisation. Quand de surcroît quelques affidés assurent sur les ondes le service après-vente d'un positionnement réputé "patriotique", c'est le jackpot en campagne électorale. Guy Losbar, Jean Bardail opposés eux aussi à cette loi sont fidèles à leurs ADN et aux convictions autonomistes revendiquées par leur parti, le GUSR. Toutefois, leur rejet

public et brutal d'un texte porté par l'un des leurs, en l'occurrence Dominique Théophile, interpelle. À moins que ce ne soit la décision de Dominique Théophile d'accepter de jouer le Monsieur bon office du gouvernement qui fasse désordre.